

FICHE 1
Comprendre les profils financiers pour adapter l'offre de services aux populations réfugiées et migrantes

FICHE 2
L'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes face aux défis de l'identification

FICHE 3
Des services financiers numériques pour renforcer l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes

FICHE 4
Inclusion financière et intégration socio-économique des populations réfugiées migrantes

**FICHE 5
Réduire les inégalités dans l'accès aux services financiers envers les femmes réfugiées et migrantes**

FICHE 6
Accompagner le changement dans les institutions financières pour une meilleure inclusion des personnes réfugiées et migrantes

FICHE 7
Les leviers du changement d'échelle dans l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes

FICHE 8
Prendre en compte le handicap dans l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes



Réduire les inégalités dans l'accès aux services financiers envers les femmes migrantes

INTRODUCTION

L'inclusion financière des femmes migrantes représente un double défi. D'une part, elles sont confrontées à la question de l'exclusion financière et, d'autre part, elles font face à leur situation de femmes migrantes qui les rend particulièrement vulnérables. Leur parcours d'obstacles met en évidence que les contraintes liées au genre sont transversales à toutes les étapes de leur parcours migratoire. Les inégalités de genre sont à analyser à ces deux niveaux, tant dans les pays d'origine que les pays d'accueil. Elles pèsent aussi localement, au niveau communautaire, de la famille et de l'unité domestique. Face à ces défis communs, que l'on retrouve à la fois en Colombie et en Ouganda, les projets soutenus par la FISONG se sont dotés d'appuis spécifiques et ont adopté une démarche et des stratégies adaptées à chaque contexte pour mettre en œuvre des activités prenant en compte les questions de genre.

POINTS-CLÉS

- La « brèche de genre » qui marque les inégalités entre hommes et femmes dans l'inclusion financière est accentuée dans le cas des populations migrantes. Les femmes migrantes font donc face à un « double défi » en tant que femme et migrante.
- Les inégalités cumulent un ensemble d'enjeux (socio-institutionnels, juridiques, éducatifs, numériques, etc.) à différentes échelles (communautaires, familiales). Elles sont parfois à l'origine de violences basées sur le genre (VBG).
- Pour les réduire, il s'agit de promouvoir des approches systémiques et transformatrices où la migration peut constituer un vecteur des changements au sein des relations hommes-femmes, de la famille et de la communauté.
- La diversité des contextes migratoires (facteurs de départ, conditions d'installation, opportunités de travail, situation juridique et administrative, niveau de formation) doit faire partie de l'analyse et la recherche de solutions adaptées afin de réduire les discriminations auxquelles les femmes migrantes font face. L'accès à des services financiers adaptés doit accompagner les femmes migrantes dans leur parcours d'intégration socioéconomique, à travers une démarche et des outils leur permettant de développer leurs activités génératrices de revenus et de participer à l'économie dans leurs communautés d'accueil.
- Mais face à la complexité des processus, l'accompagnement en termes de genre présuppose un engagement et une mobilisation dans la durée. Des moyens (humains et financiers) importants devront permettre d'assurer des formations, des appuis, un suivi régulier, de même que l'élaboration d'outils adaptés à chaque contexte et aux enjeux de l'inclusion financière.

LES ENJEUX

La « brèche » existante entre l'inclusion financière des femmes et des hommes est particulièrement marquée dans les pays du Sud. Selon la Banque mondiale, dans l'ensemble des pays en développement, 74% des hommes auraient accès à un compte bancaire contre seulement 68% des femmes en 2022, soit une « brèche de genre » de 6%. Pour l'Afrique sub-saharienne, l'écart serait deux fois plus important. L'accès à un compte constitue une étape clef de l'inclusion financière. Il permet de bénéficier de services de base (transferts, paiements, dépôts) et sert de support d'information à l'historique financier qui ouvre l'accès à d'autres services (épargne, crédit, assurance, etc.). Dans les pays les moins avancés, les femmes présentent plus de comptes inactifs ; alors que les

hommes ont plus de probabilité d'épargner dans une institution financière.

La possession d'outils numériques est aussi défavorable aux femmes. En moyenne, les femmes sont 10 % moins susceptibles de posséder un téléphone portable et 23 % moins susceptibles d'utiliser l'internet mobile. De tels écarts sont à prendre en considération dans le montage de projets d'inclusion financière s'appuyant sur les services numériques.

L'inclusion financière des femmes migrantes, qui représentent une part croissante des populations déplacées, est d'autant plus complexe. Du fait des inégalités de genre, elles se retrouvent dans des situations de grandes discriminations et de fragilités. Elles sont confrontées à l'insécurité et aux risques de violence lors du passage

des frontières et rencontrent des difficultés d'accès à l'information et aux documents administratifs, mais aussi aux soins dans le cas de violence de genre.

L'accès aux formations, aux services financiers et numériques pour parvenir à une insertion économique à travers l'emploi, au foncier ou aux facteurs de production représentent un long parcours du combattant pour ces femmes. La charge de travail liées aux tâches domestiques (alimentation, soin, éducation des enfants) incombe en grande partie aux femmes, ce qui fractionne leurs journées, réduit leur disponibilité pour accéder aux formations et initier une activité économique génératrice de revenus. Ces contraintes de genre sont exacerbées dans les contextes migratoires caractérisés par une plus forte instabilité des unités familiales, la mobilité accrue des hommes et le nombre important de femmes en position de chefs de famille.

Profondément ancrés, les stéréotypes de genre font obstacle à l'autonomisation sociale et économique des femmes confrontées aux réticences des hommes de la famille. Elles sont parfois victimes de violences basées sur le genre (VBG) de la part de leurs proches. Une approche intersectionnelle permet de conjuguer les inégalités liées au genre (en termes de responsabilité et de charge de travail liées aux soins de la famille, de temps disponible, de mobilité, de risques de violences) aux autres formes d'inégalités économiques, d'accès à l'éducation et à la formation, de maîtrise des outils numériques ou de garanties disponibles pour obtenir un crédit.

Souvent, les femmes migrantes ne disposent pas de garanties personnelles ou de documents qui leur permettent d'accéder aux produits financiers et, dans le cas où elles obtiennent un prêt, elles n'en contrôlent pas toujours l'usage. De tels obstacles sont exacerbés par les difficultés que rencontrent les institutions financières pour apporter des réponses adaptées aux contraintes et besoins spécifiques des femmes migrantes.

Qu'est-ce que la FISONG-AFD 2021 « Inclusion financière des migrants » ?

Plus de 180 millions de personnes dans le monde sont déplacées, parmi lesquelles 37 millions de réfugiés (données de la Banque mondiale). Plus de 40% d'entre elles se trouvent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces populations migrantes sont confrontées à des barrières spécifiques en matière d'accès aux services financiers, en partie liées à leur trajectoire migratoire et leurs conditions d'accueil. Or des innovations peuvent contribuer à lever ces obstacles en matière d'inclusion financière et, plus largement, à améliorer l'intégration socioéconomique de ces populations.

C'est pour contribuer à ces objectifs que l'Agence française de développement a décidé de financer deux projets mis en œuvre par la Fédération Handicap International (Humanity and Inclusion) en Colombie et Mercy Corps en Ouganda dans le cadre de la FISONG-2021. Ce dispositif permet de cofinancer des projets de la société civile afin d'en tirer des enseignements grâce à un dispositif de capitalisation transversale. Les projets visent à enrichir les processus d'accompagnement des politiques publiques par les organisations internationales et renforcent la prise en compte des initiatives de la coopération non gouvernementale pour permettre leur changement d'échelle.



APPORTS DU PROJET *Cerrando Brechas en Colombia*

De l'expérience du projet *Cerrando Brechas* en Colombie, il apparaît que les femmes sont au centre de l'intégration des familles au sein des communautés d'accueil. A leur niveau, l'inclusion financière des femmes migrantes joue un rôle véritablement transformateur des relations de genre. En effet, l'installation des familles dans les quartiers est facilitée par les contacts établis et la solidarité entre les femmes migrantes qui échangent informations et services (garde

d'enfants, contacts professionnels) afin d'accompagner l'accueil des nouveaux arrivants.

L'exclusion financière est à l'origine de formes diverses de violence économique à l'encontre des femmes. L'information de la Vice-Présidence de Colombie montre, en complément, que ces violences économiques exercées à l'encontre des femmes sont accentuées dans le cas des femmes migrantes, en majorité originaires du Venezuela.

La violence envers les femmes migrantes, une nouvelle frontière

Dans les quartiers urbains, les formes que prend l'inclusion financière s'avèrent déterminantes dans les relations de genre et, particulièrement, vis-à-vis des risques de violences faites aux femmes. Les femmes qui n'ont que le recours au crédit informel comme le *gota a gota* pour faire face à leurs besoins de financement se trouvent particulièrement exposées à de nombreux abus (taux usuraires, surendettement, harcèlement, etc.). Face à l'accumulation de leurs dettes et contraintes au remboursement de leurs engagements, elles sont parfois victimes de relations qui s'apparentent à de la traite ainsi qu'à des violences sexuelles (prostitution).



Le projet *Cerrando Brechas*

Les Vénézuéliens et Vénézuéliennes réfugiés et migrants sont estimés à près de 7 millions, dont plus de 40% se trouvent en Colombie. La coordination inter-agences des Nations-Unies en Colombie estime, pour 2024, que la population migrante vénézuélienne en Colombie est composée de 3,3 millions de migrants « à destination », d'environ 450.000 personnes « en transit », de près de deux millions de personnes « pendulaires » (réalisant des allers-et-retours aux frontières) et d'environ un million de colombiens « retournés », c'est-à-dire des migrants de famille d'origine colombienne.

A l'arrivée, les transferts monétaires concernent, en priorité, l'aide humanitaire ou sociale. Mais, quand le séjour se prolonge, il est nécessaire de soutenir les démarches d'intégration socio-économique par l'utilisation des services financiers. Or, en matière d'inclusion financière, les populations migrantes originaires du Venezuela sont confrontées à différents obstacles, comme l'accès au « permis de protection temporaire ».

Le projet mis en œuvre par la Fédération Handicap International (« Humanity and Inclusion ») consiste à mobiliser les technologies numériques afin d'accompagner l'inclusion financière et les opportunités économiques des migrants vénézuéliens en Colombie. Ce projet, mené en partenariat avec la Fondation Capital, inclut une étude de marché, la conception de modules d'information et de formation à destination des populations migrantes par le biais de deux applications numériques, la conception d'un simulateur de portefeuille numérique, la sensibilisation et la formation des institutions financières et prestataires de services financiers, la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de dialogue et de plaidoyer auprès des acteurs financiers et des autorités publiques.

La prise en compte des spécificités de la situation des femmes migrantes permet de réduire les risques de solutions inadaptées qui renforceraient les inégalités ou accentueraient les rapports de pouvoir et de domination existante.

Une approche systémique et transformatrice

Le projet *Cerrando Brechas* s'inscrit dans une approche sensible à la question, intégrale ou systémique, dans son appréhension de la question et transformatrice quant à ses objectifs en matière de relations de genre. Les activités du projet permettent de documenter les enjeux propres au renforcement de l'autonomie économique et financière des femmes migrantes, qu'il s'agisse des formes

L'approche genre, une analyse systémique

STRUCTUREL

IL EXISTE DES LOIS, DES INSTITUTIONS ET DES NORMES SOCIALES QUI AFFECTENT LA PARTICIPATION ÉQUITABLE DES FEMMES.

Les structures qui impactent l'équité de genre : la législation, les normes et protocoles des institutions financières (côté offre de crédit), les normes sociales, le manque d'accès aux actifs productifs, aux terres, etc. (côté demande).

INDIVIDUEL

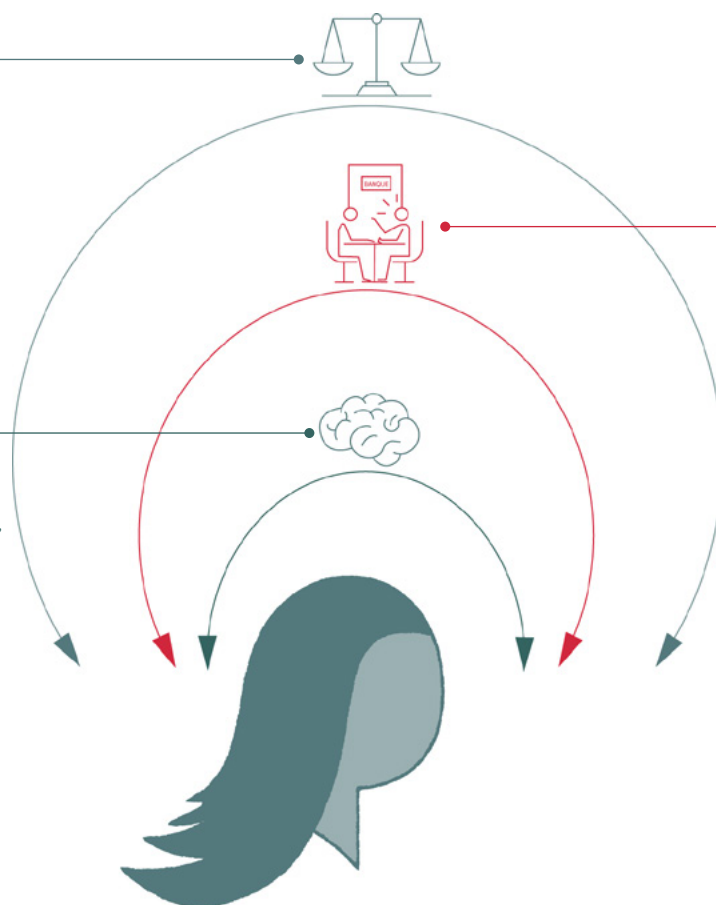
MANQUE DE CONFIANCE EN SOI ET EN SES UNITÉS PRODUCTIVES.

En raison des processus de socialisation, les femmes développent des barrières internes telles que le manque de confiance et l'aversion au risque.

BIAIS ET COMPORTEMENTS

IL EXISTE DES BIAIS, DES STÉRÉOTYPES ET DES COMPORTEMENTS QUI INFLUENCENT LE TRAITEMENT RÉSERVÉ AUX FEMMES.

Les comportements sociaux, les biais conscients ou inconscients (implicites ou explicites de la part des conseillers/conseillères commerciaux), affectent les opportunités des femmes d'accéder aux crédits et d'obtenir les montants demandés (côté de l'offre).



Source : CoreWoman, 2019.

d'accès au marché du travail ou de réduire les dépendances vis-à-vis de tiers en matière d'inclusion financière.

L'approche adoptée par le projet s'appuie sur une analyse genrée des relations au niveau du ménage et de la répartition des tâches domestiques. Elle caractérise les formes d'insertion spécifique des femmes sur le marché du travail, la précarité des emplois accessibles aux femmes, ou encore la faiblesse de leurs revenus. Cette prise en compte des spécificités de la situation des femmes migrantes permet de réduire les risques de solutions inadaptées qui renforceraient les inégalités ou, pire, accentueraient les rapports de pouvoir et de domination existante (récupération de l'épargne, du crédit

ou de l'historique financier par le mari ou l'homme de référence au sein de l'entourage de la femme migrante).

Travailler avec les femmes et les hommes aussi

Parmi les outils de l'approche intégrale du projet, en parallèle des ateliers d'éducation financière mis en place auprès des femmes-relais dans les communautés, un travail spécifique a été conduit avec les hommes de leur entourage. Organisés avec le soutien des associations de femmes migrantes, l'objectif de ces ateliers a été de travailler sur les formes de masculinité en lien avec les changements attendus dans les relations de genre (autonomie accrue des femmes par exemple) et de renforcer leur acceptation et leur

appropriation locale. Au-delà, la prise de conscience partagée entre hommes et femmes autour de ces changements contribue à transformer la vision du parcours migratoire qui, du traumatisme initial, permet l'émergence d'une nouvelle organisation interne à la famille basée sur le rééquilibrage des activités professionnelles et des tâches domestiques au sein du ménage.

Par ailleurs, le projet a introduit, au sein des outils numériques d'éducation financière mobilisés (Con-Hector et LISTA), de nouveaux modules spécifiques sur la question des rapports de genre et les a mobilisés dans les activités d'animation pédagogique. Les thèmes abordés couvrent, depuis une perspective féminine, l'éducation

sexuelle et les droits reproductifs, l'autonomie économique, l'économie du « soin » et l'organisation du ménage au sein du couple. Les modules fournissent aussi les informations utiles en cas de violences sexuelles, d'agressions ou de maltraitance ; ainsi que les possibilités d'accompagnement par les services sociaux ou les associations. En les représentant au travail, ces outils numériques contribuent à donner une image positive des femmes et de leurs nouveaux rôles dans les communautés d'accueil. En complément, le projet articule ses actions aux associations de femmes migrantes, contribuant ainsi à renforcer les liens de solidarité et d'entraide entre les femmes.



Remise de certificat de participation à une leader communautaire, projet Cerrando brechas, Colombie, 2024.

La Vice-Présidence de Colombie, très engagée dans les questions de lutte contre les discriminations, publie un bulletin spécial sur la violence à l'encontre des femmes migrantes en Colombie. Parmi les éléments centraux de son enquête, sont mis en avant :

> **Les inégalités de genre** dans l'analyse de la migration appréhendent les vulnérabilités des femmes migrantes face aux risques d'exploitation sexuelle, d'asservissement, discriminations et violence, mais aussi en raison de leurs moindres opportunités de participation au marché du travail, en termes d'accès aux services de base (santé, justice, etc.).

> **Les questions liées au genre** doivent être appréhendées à l'ensemble des étapes du parcours migratoire, dès les étapes préparatoires au départ pour lesquelles l'insécurité ou l'absence d'opportunité amènent les femmes à quitter leur pays jusqu'aux étapes postérieures en lien avec les changements induits par les femmes dans la société d'accueil et le rôle majeur de ces dernières dans l'intégration sociale et économique.

> **Malgré un niveau de formation plus élevé** que les hommes, les femmes migrantes occupent des emplois non qualifiés et souvent non formels, associés aux charges domestiques qu'elles assument habituellement. Elles sont souvent exposées à des conditions de travail dégradées (rémunérations plus faibles, amplitude des journées de travail, instabilité professionnelle et violation des droits humains, comme la traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'asservissement).

> **Le taux global** d'occupation professionnelle des femmes migrantes vénézuéliennes est de 62%, vingt points de moins que les hommes (85%) et plus de 90% des femmes migrantes vénézuéliennes travaillent dans l'informel. Leur taux de chômage est plus

élevé que les femmes colombiennes (22% contre 13%).

> **Dans une perspective globale**, les cas de violence recensés vis-à-vis des femmes migrantes ont fortement augmenté à partir de 2018-2019, à l'instar de l'augmentation de la population migrante en Colombie. Ils combinent violence domestique au sein du ménage, violence « interpersonnelle » de l'entourage, violence sexuelle et violence issue de l'environnement familial. Plus de 90% de ces cas sont recensés auprès de femmes d'origine vénézuélienne.

APPORTS DU PROJET *ReFine en Ouganda*

Une majorité de femmes migrantes en Ouganda

En Ouganda, les femmes représentent la majorité des populations réfugiées. Selon le HCR, 80% des populations des camps sont des femmes et des enfants. Une étude réalisée dans les deux régions du West Nile et du South West a mis en évidence des caractéristiques différentes entre les ménages des deux régions, de même qu'entre les populations réfugiées de Bidi Bidi (West Nile), Nakivale (South West) et les populations-hôtes. La taille des ménages est plus importante dans le cas des familles réfugiées et les femmes cheffes de famille y sont plus fréquentes. L'enquête initiale du projet *ReFine* confirme une telle

différence en mettant en évidence que 33% des ménages réfugiés sont dirigés par des femmes, contre seulement 9 % au niveau de la population hôte.

Ces données soulignent l'accumulation des contraintes, des responsabilités et des charges de travail pesant sur les femmes, de par leur situation de réfugiées. Elles sont confrontées à une série d'obstacles spécifiques qui se conjuguent entre eux et contribuent à faire de leur insertion économique un parcours difficile, en particulier dans les camps de Bidi Bidi et Nakivale. Les femmes installées à Kampala ou dans les villes secondaires disposent de plus d'opportunités pour initier une activité économique, elles doivent toutefois supporter de plus fortes charges en termes de nourriture, de logement et de santé que dans les camps où l'assistance aux réfugiés est plus importante. En revanche, en milieu rural, les conditions d'accès au foncier peuvent varier selon les régions. La location ou le prêt de parcelles sont plus limités et temporaires dans la région de Bidi Bidi où les négociations avec les communautés locales sont moins favorables que dans la région de Nakivale.



Le projet *ReFine*

L'Ouganda est le pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés en Afrique. Parmi cette population, on estime que 60 % des personnes proviennent du Sud Soudan et 30 % de la République Démocratique du Congo. L'Ouganda, qui compte près de 28 « camps » accueillant les réfugiés sur son territoire, dispose d'un cadre réglementaire favorable à la reconnaissance des droits des réfugiés. Dans le prolongement du *Refugee Act* de 2006, le *Comprehensive Refugee Response Framework* de 2017 ouvre aux réfugiés le droit de travailler légalement, de se déplacer dans le pays et la possibilité de s'intégrer dans les communautés locales. La mise en œuvre opérationnelle de ce cadre est soutenue par de nombreuses organisations de la société civile et des institutions internationales qui accompagnent les dynamiques d'intégration.

Le projet *ReFine* est mis en œuvre par Mercy Corps Europe dans la région du Nil Occidental et à Kampala. Il consiste à appuyer l'inclusion financière de deux mille réfugiés en Ouganda. Il accompagne le renforcement de capacités des acteurs concernés sur l'appui à l'éducation financière et numérique des réfugiés et sur la conception de produits centrés sur leurs besoins par les prestataires de services financiers. Les partenaires mobilisés dans la mise en œuvre du projet sont les associations de microfinance mais également les associations de ressortissants des pays d'origine des migrants, en charge d'accompagner les migrants dans leur parcours d'insertion. Le projet appuie également le refinancement de ces prestataires afin d'accompagner l'augmentation du nombre de personnes réfugiées dans les portefeuilles de crédit.

S'organiser en association

Pour permettre aux femmes migrantes de disposer des capitaux nécessaires au démarrage de leurs activités économiques, les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ont été mobilisées avec succès. A Bidi-Bidi, Vision Fund appuie des AVEC composées à 70% de femmes migrantes, mais aussi de femmes de la communauté hôte. A Nakivale, *Uganda Agency for Development Limited* (UGAFODE), en partenariat avec la Fondation Grameen-Crédit agricole, finance des AVEC en s'appuyant sur un suivi numérisé.

Ne pas nuire par méconnaissance des contextes

Face aux inégalités de genre, les partenaires du projet *ReFine*, institutions financières et associations de réfugiés, se sont efforcés d'adapter leurs pratiques pour « ne pas nuire ». Devenues « soutien de famille », les femmes sont confrontées à de fortes pressions au

Les AVEC constituent en Ouganda un support institutionnel favorable à l'inclusion financière des femmes migrantes :

> **Les conditions d'accès** sont très ouvertes : l'identity-card n'est requise que pour trois membres du groupe (composé de 25 à 30 personnes). Les primo-arrivants, qui attendent parfois plusieurs mois avant de disposer du document ou d'obtenir le statut de réfugié, peuvent, à tout moment, participer à une AVEC et obtenir un prêt adossé à leur épargne afin de financer leurs activités, même informelles.

> **Les associations** constituent un espace d'apprentissage. Grâce aux échanges, les femmes en situation de forte vulnérabilité privilégient le renforcement de leur épargne de précaution avant d'envisager de prendre le risque de contracter un crédit.

> **Les échéances de remboursement** sont plus adaptées aux contraintes financières des femmes. Un grand nombre d'entre elles utilisent leur prêt pour nourrir et soigner leurs enfants, alors que leur mari ou parents se sont déplacés au Sud-Soudan pour les travaux aux champs durant la campagne agricole. Dès lors, les échéances sont adaptées de façon à s'ajuster au retour du mari, une fois la récolte vendue.

> **Le crédit obtenu** demeure individuel, il dépend du niveau de son épargne et de l'activité économique, sans exigence de garantie complémentaire que celle donnée par l'association.

> **Il est possible**, en complément, d'obtenir un prêt pour s'engager dans un projet collectif, comme la restauration ou l'arboriculture à Nakivale.

> **Un accès collectif au foncier** est possible pour les femmes migrantes après deux campagnes agricoles. Il est ouvert directement auprès du Bureau du premier ministre ou obtenu par location auprès de propriétaires privés à Nakivale.

sein du ménage. Parfois les conjoints n'acceptent pas la nouvelle situation et s'approprient le crédit. Des cas de violences conjugales sont également signalés. Les risques sont d'autant plus importants quand le ciblage envers les femmes exclut les hommes de toute alternative. Pour cela, les partenaires du projet *ReFine* se sont efforcés d'adopter certaines pratiques correctrices :

> **Les représentants** de l'association, et parfois les autorités locales, sont invités à faire pression sur le conjoint afin d'obtenir le remboursement du crédit.

> **Des AVEC mixtes** sont d'autant plus appropriées qu'il est plus facile aux hommes membres d'intervenir, dans ce contexte social, en cas de conflits.

> **Des associations** de réfugiés telle que *Yarid* s'attachent à développer

leur accompagnement en matière d'insertion en travaillant au niveau de l'ensemble de la famille, conjoint compris. Le travail d'information et de sensibilisation implique non seulement le conjoint, mais également l'ensemble des hommes de la famille, jeunes hommes et oncles qui peuvent représenter l'autorité familiale en l'absence du mari.

La finance numérique présume l'accès à un téléphone portable et une bonne maîtrise des technologies numériques.

> **La réalisation des paiements** via la finance numérique permet aux femmes de se passer d'argent liquide et, grâce à cela, de réduire la pression sociale de leurs proches

La finance numérique, un nouveau domaine à explorer ?

Pour faciliter l'accompagnement des femmes migrantes dans l'insertion par l'économique, il peut être très utile, dans le cadre d'une approche intersectionnelle adaptée au contexte ougandais, de recruter des agents de crédit issus des pays d'origine des migrants au sein des institutions financières locales. Ils facilitent la connaissance des contextes, les échanges et la communication dans une langue commune. Ainsi, au sein du bureau de l'UGAFODE à Nakivale, la moitié de l'équipe est constituée d'agents d'origine congolaise, burundaise et rwandaise, dont un pourcentage significatif de femmes.

L'élargissement de l'accès des femmes à la finance numérique est perçu comme un nouveau domaine à explorer. Mais elle demeure d'un accès limité

à certaines catégories de femmes migrantes. Elle présuppose l'accès à un téléphone portable et une bonne maîtrise des technologies numériques. D'autres projets comme Uthabiti à Nakibale facilite ce passage en fournissant des tablettes numériques et une formation adaptée. Mais la maîtrise de ces instruments, en l'absence d'alphabétisation adaptée, demeure limitée.

Renforcer le suivi-évaluation et la capitalisation pour améliorer les pratiques

L'appui du F3E au projet *Refine* a conduit à l'élaboration d'un plan d'action genre permettant l'identification d'indicateurs afin de caractériser les situations comme la répartition genrée des bénéficiaires, de leur niveau de formation, de leurs revenus et moyens de subsistance, de leur accès et de leur utilisation des services financiers, de leur éducation financière et numérique.

Mais la mise en œuvre d'un suivi-évaluation reposant sur des données désagrégées selon le genre s'est confrontée à plusieurs difficultés :

> Les institutions financières ne collectent pas de données désagrégées entre hommes et femmes ou entre migrants et populations-hôtes pour l'épargne, le crédit ou les remboursements. Il faut remonter aux données enregistrées à la création de l'AVEC pour obtenir la bonne information, et celle-ci ne dispose que d'un compte unique, tenu par son trésorier. La priorité des institutions financières est centrée sur le bon remboursement du crédit (95% à Bidi-Bidi).

> L'utilisation de tablettes numériques offre la possibilité de disposer de données désagrégées entre hommes et femmes, tout comme entre populations migrantes et populations d'accueil. Mais encore faut-il que les fournisseurs d'outils numériques prennent en compte ces besoins d'informations.

Enfin, la production de travaux dédiés à la situation spécifique permet de renforcer le dialogue avec les pouvoirs publics et les instances réglementaires pour adapter politiques et pratiques aux besoins spécifiques des femmes. C'est la démarche adoptée par *ReFine* avec la publication d'une enquête dédiée.

RÉFÉRENCES

- Banque Mondiale & ASIGMA Advisory, 2022, *Consumer and market study in South West and West Nile refugees hosting areas in Uganda*, Pays-Bas.
- Bonilla Valencia S. & Hernandez Vasquez S., 2022, "Habitar en tierra ajena: estudio sobre las condiciones de vida de mujeres migrantes venezolanas en Colombia", *Estudios de la Paz y el Conflicto, Revista Latinoamericana*, Vol. 3, n°5.
- Brück T. & al., 2024, "Gender Dimensions of Forced Displacement: A brief Review and Introduction to the Special Issue", *The Journal of Development Studies*.
- CAF, *Brechas de género en las encuestas de capacidades financieras de CAF, Brasil, Colombia, Ecuador y Perú*.
- F3E, 2021, *Prise en compte du genre dans l'inclusion financière des réfugié.e.s, déplacé.e.s et migrant.e.s intra-continents*, Note d'enjeux pour la FISONG 2021, Paris.
- Fondation Capital, 2024, *Caso de Estudio: Inclusión financiera con enfoque en equidad de género*, FunCap-CFA-CorWoman, Colombie.
- Mercy Corps, 2025, *Refugee Finance playbook*, MCE-AFD, Ouganda.
- Mercy Corps, 2024, *Through the Gender Lens, Investigating the impact of gender on the financial lives of displaced communities*, MCE-AFD, Ouganda.
- Vicepresidencia de Colombia, 2021, "La violencia contra las mujeres migrantes en Colombia: una frontera por superar", *Boletín especial "El futuro es de todos"*, 24 p.
- World Bank. *Women and Financial Inclusion*, The Global Findex Database 2021.

AUTEURS

La capitalisation transversale des projets de la FISONG « Inclusion financière des migrant.e.s », est supervisée par la Division « Systèmes financiers » de l'Agence française de développement www.afd.fr. Pilotée par l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement www.iram-fr.org, l'équipe est composée de François Doligez, Youssef Makrouf, Agnès Lambert et Liora Stührenberg.

Au niveau des projets, sont associés aux travaux de la capitalisation transversale : Marcela Carvajal cheffe de projet *Humanity and Inclusion* en Colombie www.hi.org, Daniela Pradilla de la Fondation Capital en Colombie www.fundacioncapital.org et, en Ouganda, David Darkwa, chef de projet Mercy Corps www.mercycorps.org. Graphisme : <https://www.marmelade.be>



Fundación Capital



iram

